



# On ne restaurera pas le pacte social et républicain en détricotant les droits sociaux

## Éditorial

Tirer les conséquences des attentats terroristes qui ont visé des journalistes, des policiers, des salariés de la sécurité et de la restauration ainsi que des clients de « l'hyper cacher », dans une logique antisémite, est une urgence républicaine.

Le sursaut républicain du dimanche 11 janvier appelle des décisions et des orientations qui ne peuvent être uniquement, même si elles sont nécessaires, des réponses en termes de sécurité et de justice.

Les questions économiques et sociales sont essentielles. Retrouver de l'activité et de la croissance, créer des emplois et réduire le chômage, s'attaquer aux inégalités sociales et fiscales, préserver les droits sociaux et républicains, voilà le centre des réponses à apporter.

Il s'agit de rompre avec la logique économique libérale, qui, de déréglementations en privatisations et libéralisations, a non seulement paupérisé et exclu mais a percuté de plein fouet le pacte républicain et ses valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.

Aujourd'hui, cela pose par exemple la question du pacte de responsabilité, du projet de loi pour la croissance et l'activité, de la préservation des services publics ou de la négociation avec le patronat sur la prétendue modernisation du dialogue social.

Même les économistes ou commentateurs les plus libéraux, qui plaident pour un accord, affirment que le projet répond avant tout aux attentes d'une partie du patronat.

À l'heure où ces lignes sont écrites, donc sur un texte non finalisé, comment un syndicat de salariés peut-il, par exemple, accepter :

- la remise en cause des CHSCT ;
- la diminution des moyens (mandats) ;
- le court-circuitage syndical pour certaines négociations.

Accepter cela pour un syndicat de salariés reviendrait en quelque sorte à adhérer au Medef!

C'est reprendre l'antienne patronale : diminuer les droits sociaux pour favoriser l'embauche !

On ne restaurera pas le pacte social et républicain en détricotant les droits sociaux et en vendant les droits des salariés même pas pour un plat de lentilles.

Comme souvent, tout est lié.

C'est aussi vrai pour la laïcité.

Pas plus que la liberté elle ne doit être plurielle. Elle est ou elle n'est pas.